

Le jeudi 25 février prochain Nicolas Sarkozy se rendra au Rwanda. Ce sera la première visite d'un chef d'Etat français à Kigali depuis 1994, date du génocide des Tutsis et du massacre des Hutus qui s'y opposèrent.

Seize ans après, il est urgent que notre pays fasse la lumière sur le rôle exact que son gouvernement et son armée ont joué au Rwanda entre 1990 et 1994. Les responsabilités de la France dans ce drame apparaissent de plus en plus écrasantes aux yeux des historiens spécialisés, mais ceci reste un tabou profondément établi, à l'intérieur de nos frontières.

La visite de Nicolas Sarkozy au Rwanda doit attirer l'attention sur une histoire largement méconnue par les citoyens. Cette visite est une injure aux victimes du génocide si elle ne marque pas une étape dans la reconnaissance des responsabilités françaises dans ce génocide.

Nous invitons donc chacun, simple citoyen, journaliste, militant associatif ou politique, chercheur universitaire ou élu local à trouver quels gestes il peut poser, quelles paroles il peut prononcer pour contribuer à faire cesser le silence sur le rôle qu'a joué la France au Rwanda entre 1990 et 1994.

Le silence de notre pays doit cesser car il prolonge l'injustice vis à vis des victimes du génocide qui se battent au quotidien pour rebâtir leur vie. Il doit cesser car il est incompatible avec les valeurs que la France entend porter : « Liberté, Egalité, Fraternité », et la construction d'un monde commun fondé sur la conviction que « tout homme est un homme ». Ce silence bafoue notre commune humanité. Le rompre encouragera la communauté des nations à tout mettre en œuvre pour prévenir de tels drames.

Ce premier geste, cela peut être d'écrire au président de la République, avec copie à vos élus. Nous vous soumettons ici un modèle de lettre dont vous pourrez vous inspirer.

Pour signer en ligne sur Cyber Acteur cliquez ici :
<http://www.cyberacteurs.org/actions/form.php?id=61> , sinon par courrier :
Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée – 55, rue du faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris

Merci de faire circuler cette lettre le plus largement possible. Cette démarche nous paraît une étape décisive pour obtenir une nouvelle orientation de la politique de la France en Afrique fondée sur le respect de la dignité de tout homme.

Amicalement,
Des citoyens français qui tentent d'assumer leurs responsabilités par rapport à cette tragédie, en cherchant comment bâtir un monde fondé sur le respect de l'égalité des êtres humains.

Pour toute question contacter le porte-parole de ce mouvement :
Ignace Fabiani – ignacefabiani0@yahoo.fr
Retrouvez le texte de la lettre avec la liste des signataires à jour sur :
<http://appel-citoyen-france-rwanda.over-blog.org>

Premiers signataires :

Le MRAP

Survie

CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde)

Le Mouvement de la Paix

Vigilance Arménie contre le Négationnisme

CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale)

Urgence Darfour

Gandhi International

ADGL (Action pour le Développement dans les Grands Lacs africains)

CPCR (Collectif des parties civiles pour le Rwanda)

Génocide made in France

Editions l'Esprit Frappeur

Afriques en Lutte

Le PCF

Le NPA

Délégation française d'Europe Ecologie au Parlement Européen : Eva Joly, José Bové, Daniel Cohn-Bendit, Karima Delli, François Alfonsi, Sandrine Bélier, Malika Benarab-Attou, Jean-Paul Besset, Pascal Canfin, Hélène Flautre, Catherine Grèze, Yannick Jadot, Nicole Kiil-Nielsen, Michèle Rivasi.

Stéphane Hessel, ancien diplomate, ambassadeur et résistant français. Il participe notamment à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

Edgar Morin, directeur de recherches émérite au CNRS

Majid Rahnema, Commissaire des Nations Unies pour la supervision des élections et du référendum au Rwanda en 1959-1960.

Miguel Benasayag, psychanalyste et philosophe

Philippe Meirieu, universitaire, tête de liste Europe Ecologie pour les élections régionales en Rhone-Alpes

Jean-Marie Muller, philosophe et écrivain, fondateur du MAN

Noël Mamère, député de Gironde

Patrick Braouezec, député de Seine-Saint-Denis

Gustave Massiah, membre fondateur du CEDETIM

Olivier Le Cour Grandmaison, Universitaire

Géraud de La Pradelle, Agrégé de droit, professeur émérite de l'Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense

Arielle Schwab, Présidente de l'UEJF (Union des Etudiants Juifs de France)

Christian Terras, directeur de la rédaction de "Goliath Magazine".

Anne Marie Truc, présidente d'Intore za Dieulefit

Tiken Jah Fakoly

Les Ogres de Barbac

Serge Teyssot Gay (Noir Désir)

Akhenaton, chanteur d'IAM

La Rumeur

Dub incorporation

Rockin Squat, chanteur d'Assassin

Ami Karim

Lettre à envoyer au Président de la République :

Monsieur le Président de la République,

Vous vous rendez dans les jours qui viennent à Kigali, seize ans après le génocide des Tutsis et le massacre des Hutus qui s'y opposèrent de 1994.

Vous avez déclaré en décembre 2007 au sommet de Lisbonne « *Nous n'avons pas toujours su prévenir ou arrêter des drames innommables. Je pense au Rwanda et à son génocide, qui nous oblige à réfléchir, France comprise, à nos faiblesses ou à nos erreurs.* » Il est urgent aujourd'hui d'aller plus loin que cette simple mention d'« erreurs » et de rompre le silence sur le rôle qu'a joué notre pays au Rwanda.

De nombreux travaux universitaires, en France comme à l'étranger, ont clairement confirmé le soutien diplomatique, militaire et financier des autorités françaises au gouvernement de Juvénal Habyarimana puis au gouvernement intérimaire rwandais qui a mis en oeuvre le génocide.

Le silence de notre pays doit cesser car il prolonge l'injustice vis à vis des victimes du génocide qui se battent au quotidien pour rebâtir leur vie. Il doit cesser car il est incompatible avec les valeurs que la France entend porter : « Liberté, Egalité, Fraternité » et la construction d'un monde commun fondé sur la conviction que « tout homme est un homme ». Ce silence bafoue notre commune humanité et le rompre encouragera la communauté des nations à tout mettre en œuvre pour prévenir de tels drames.

Comme première étape, nous vous demandons d'annoncer ce que vous allez faire comme chef de l'exécutif et chef des armées pour faire toute la lumière sur le rôle joué par la France avant, pendant et après le génocide.

Veuillez agréer...